

**Nations unies - Adoption de la
résolution soutenant la force du G5
Sahel - Explication de vote du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 21 juin 2017)

«La résolution que nous venons d'adopter est un texte fondateur. Non seulement le conseil de sécurité apporte un soutien fort et décisif à la mobilisation de nos partenaires africains dans la lutte contre le terrorisme, à travers la force conjointe du G5 Sahel, mais il exprime une vision stratégique, celle du partenariat avec nos amis africains dans le domaine de la paix et de la sécurité, dont nous ouvrons aujourd'hui un nouveau chapitre».

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2359.

Par ce texte important, et à bien des égards fondateur, le conseil de sécurité exprime son plein soutien à la force conjointe mise en place par les États du G5 Sahel afin de lutter contre la menace terroriste à laquelle ils font face, et qui ne connaît pas de frontières. Il appelle l'ensemble de la communauté internationale à fournir une assistance logistique, opérationnelle et financière à l'initiative des États du G5 Sahel, à travers notamment la tenue à brève échéance d'une conférence des donateurs. Enfin, il annonce son intention de se réunir à nouveau à plusieurs reprises dans les prochains mois afin d'examiner, entre autres choses, les éventuelles mesures à prendre afin de soutenir le déploiement de la force conjointe du G5 Sahel. La France entend faire de ce point une priorité de sa présidence du conseil de sécurité au mois d'octobre prochain.

Monsieur le Président,

La résolution que nous venons d'adopter apporte un appui fort et décisif à une initiative africaine majeure, endossée et autorisée par l'Union africaine, qui vise à lutter contre le terrorisme. Elle contribue à la démarche stratégique visant à encourager la volonté des pays africains de prendre en charge la sécurité de leur continent. Elle s'inscrit pleinement dans la nécessité, promue par le secrétaire général des Nations unies, de renforcer le partenariat entre les Nations unies et les organisations régionales et sous-régionales, notamment en Afrique. La force conjointe du G5 accompagnera et complétera les efforts de la MINUSMA au Mali, en agissant sur des territoires non couverts jusqu'ici et en menant des activités contre-terroristes qui ne relèvent pas du mandat de la MINUSMA. En contribuant à la sécurisation de la région, elle permettra également à la MINUSMA de se concentrer sur ses tâches prioritaires et facilitera la mise en oeuvre de son mandat. Elle agira également en coordination avec les

forces françaises de l'opération Barkhane, avec laquelle des contacts opérationnels ont déjà été noués sur le terrain.

Monsieur le Président,

La paix et la sécurité dans le Sahel constituent pour la France et l'Europe une priorité de premier plan, qui a des incidences directes sur notre propre sécurité nationale. Les 4.000 soldats français déployés dans la région, à la demande des autorités des pays du G5 Sahel, poursuivent leurs actions contre-terroristes en soutien aux forces des États du G5 ; 20 d'entre eux y ont donné leur vie. Au moment où le terrorisme frappe partout dans le monde, nous ne pouvons pas laisser le Sahel devenir un nouveau refuge pour les organisations terroristes du monde entier. Au Sahel, c'est notre sécurité à tous qui est en jeu, pas seulement celle des pays du G5. Cette réalité nous impose d'agir ensemble, et de nous coordonner. C'est notamment pour cela que les États du G5 se sont tournés vers le conseil de sécurité.

Le conseil de sécurité, c'est une conviction profonde de la France, à la responsabilité morale et politique d'apporter un soutien unanime à nos partenaires africains qui s'unissent pour lutter contre la menace terroriste, en particulier au Sahel. C'est dire combien notre vote aujourd'hui est important. Le conseil de sécurité a en effet constamment soutenu le renforcement des capacités africaines pour répondre aux crises. Il a également constamment soutenu les États africains et les organisations africaines dans leur volonté de prendre leur destin et leur sécurité en main. Apporter un appui clair à la force conjointe du G5 Sahel, c'est donc avant tout faire preuve de cohérence à l'égard de nos partenaires africains. C'est aussi promouvoir une vision ambitieuse, celle du partenariat stratégique, avec nos amis africains.

Les États africains et organisations africaines prennent de plus en plus la responsabilité de déployer des forces pour lutter directement contre le terrorisme, complétant ainsi les missions des opérations de maintien de la paix des Nations unies. Nous souhaitons ici rendre hommage aux sacrifices qu'ils consentent, pour leur propre sécurité, mais également pour la nôtre. Nous saluons cette évolution profonde et positive pour garantir la paix et la sécurité internationales. Notre responsabilité collective, et la responsabilité des Nations unies en particulier, est de les soutenir concrètement dans cet effort, politiquement mais également financièrement, alors qu'ils manquent souvent des ressources nécessaires pour lutter efficacement contre le terrorisme. La France compte intensifier son action pour appuyer les États africains et les organisations africaines dans leur détermination à prendre en charge leur sécurité et répondre à la menace terroriste.

Monsieur le Président,

Ne nous y trompons pas : la résolution que nous venons d'adopter est un texte fondateur. Non seulement le conseil de sécurité apporte un soutien fort et décisif à la mobilisation de nos partenaires africains dans la lutte contre le terrorisme, à travers la force conjointe du G5 Sahel, mais il exprime une vision stratégique, celle du partenariat avec nos amis africains dans le domaine de la paix et de la sécurité, dont nous ouvrons aujourd'hui un nouveau chapitre.

Soyez assurés de la détermination de la France à nourrir la dynamique profonde et irréversible

que le conseil de sécurité initie aujourd'hui dans sa relation avec l'Afrique.

Je vous remercie./.